

# STRESS POST-TRAUMATIQUE DANS LES ARMEES ET LA POLICE NATIONALE

## Renforcer la prise en charge des familles

La 3<sup>ème</sup> édition du Grand Débat, colloque annuel des acteurs de l'économie sociale des forces de Défense et de Sécurité organisé par la Fédération Jonxio, s'est tenu à Paris le 14 novembre 2018 autour du thème : « Stress post-traumatique : quelles solutions pour les proches ? »

### Témoignages d'experts, avec notamment l'éclairage du Service de Santé des Armées

Lorsque les militaires et policiers subissent une blessure psychique, ils peuvent bénéficier d'un véritable suivi, mis en œuvre par différents acteurs. Leurs familles peuvent aussi être soutenues, mais elles n'ont pas toujours connaissance des dispositifs d'aide. C'est pour renforcer cet accompagnement que la Fédération Jonxio a souhaité les mettre en lumière et provoquer le débat autour de ces questions.

« La famille du blessé psychique est aujourd'hui mieux prise en compte dans le processus de prise en charge du blessé SPT » affirme le Médecin en Chef Laurent Martinez, coordonnateur du service médico-psychologique et référent du stress post-traumatique du Service de Santé des Armées. Tout plaide en effet pour associer conjoint et enfants. Bien que l'alerte vienne parfois du commandement, la famille est le premier témoin du malaise. Les victimes de stress post-traumatique hésitant souvent à demander de l'aide, de peur d'être perçues comme faibles par leurs pairs, ce sont leurs épouses ou leurs enfants, souvent, qui les poussent à se soigner.

Les familles aident les victimes, mais elles doivent aussi être aidées, car les traumatismes vécus par leurs proches ont parfois un grand retentissement chez elles. « Chez les enfants, les symptômes peuvent revêtir des formes très différentes, tristesse, hyperexcitation, troubles du sommeil, de l'alimentation, de l'apprentissage, conduites addictives... explique le docteur Myriam Pierson, pédopsychiatre. « Certains ne manifestent rien pendant des années, jusqu'au moment où ils s'effondrent. Il est important de les prendre au sérieux ».

L'ANFEM, association nationale des femmes de militaires, souvent sollicitée sur la question, constate malheureusement que certaines épouses, en grande détresse, ne savent pas à quelle porte frapper face aux troubles de leurs conjoints et de leurs enfants.

**Pourtant, pour aider les familles, beaucoup de dispositifs existent déjà...**

Intervenants qui se sont succédé tout au long du débat :

- Le Général Patrick FELTEN, Président de la Fédération
- Le Colonel Antoine BRULE, Chef de la Cellule d'Aide aux Blessés de l'Armée de Terre
- Le Médecin en Chef Laurent MARTINEZ, coordonnateur du service médico-psychologique et référent du stress post-traumatique du Service de Santé des Armées
- Christian BIANCHI, Directeur adjoint et directeur de l'assurance maladie de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
- Catherine PINSON, Chef de service du soutien psychologique opérationnel de la Police Nationale et psychologue clinicienne
- Docteur Myriam PIERSON, pédopsychiatre
- Valérie MEUNIER, Conseillère technique à la Sous-Direction Action Sociale du Ministère des Armées
- Florence LENDROIT, Présidente de l'Association Nationale des Femmes de Militaires (ANFEM)
- Le Colonel Laurent LECOMTE, secrétaire général de la Fondation Maison de la Gendarmerie
- Nathalie BARRE TRICOIRE, Déléguée Générale de la Fédération

## Des aides sur le plan opérationnel, mais aussi financières

- Le service d'action sociale du ministère des armées sensibilise ses travailleurs sociaux à la détection du stress post-traumatique lorsqu'ils rencontrent les militaires et leurs familles, afin de pouvoir les aiguiller vers le personnel soignant compétent, puis les accompagner au mieux socialement.
- La cellule d'aide aux blessés de l'Armée de Terre, a pour mission d'accompagner en urgence les blessés et leurs familles, en complément des parcours de soin. Aujourd'hui, elle intervient aussi lorsque les arrêts de travail sont longs, ce qui est le cas dans l'immense majorité des stress post-traumatiques.
- La plateforme téléphonique dédiée à la communauté Défense et Sécurité et à leurs familles est **Ecoute Défense**. Au bout du fil, des psychologues du Service de Santé des Armées répondent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et aiguillent leurs interlocuteurs vers une prise en charge individuelle, soit en ville, soit dans des hôpitaux militaires. 200 membres de familles ont été traités en 2017.
- L'assurance maladie de la Caisse Nationale Militaire de sécurité sociale, en plus des séances spécifiques avec des psychiatres, peut prendre en charge des consultations dans le milieu civil (jusqu'à 60 euros par séance).
- L'hôpital militaire de Bordeaux Robert Picqué propose des groupes de paroles aux femmes des militaires touchés par un stress post-traumatique. « *On peut y dire des choses qui ne sont pas comprises par l'entourage, on se sent moins seules* », témoigne une participante. L'hôpital d'instruction des Armées Sainte-Anne, à Toulon, pratique également des thérapies familiales.
- La Fondation Maison de la Gendarmerie propose des stages familiaux, pendant lesquels les victimes, mais aussi leurs proches, sont amenés à s'exprimer sur cette blessure invisible.
- Le service du soutien psychologique opérationnel de la Police Nationale, composé de 90 psychologues cliniciens, a mené environ 2 500 actions post-traumatiques, en individuel ou en collectif (chiffre 2017).

En complément des dispositifs institutionnels existants, la Fédération contribue à cette prise en charge. Ses membres soutiennent financièrement les associations qui viennent en aide aux victimes du SPT et à leurs familles, et peuvent délivrer des aides financières directes grâce à leur fonds social. En parallèle, à travers son réseau de 22 délégués dédiés à l'entraide et à sa plateforme d'accompagnement téléphonique, l'association Tégo intervient au plus près des personnes concernées.

*« Bien que des dispositifs d'accompagnement émergent à différents niveaux, ils doivent être encore renforcés au profit des familles de la communauté Défense et Sécurité. Notre rôle est d'être « lanceur d'alerte » et de rassembler tous les acteurs de notre communauté sur ce sujet. Plus que jamais la Fédération souhaite se mobiliser pour ceux qui nous protègent et leurs proches. »*, a conclu le Général Patrick Felten, Président de la Fédération.

## Quelques axes d'effort concrets que la Fédération souhaite soutenir

- Développer la diffusion d'informations sur le SPT auprès du milieu médical civil pour remédier à la faible connaissance de ce sujet et éviter les absences de prise en charge.
- Développer la notoriété du service Ecoute Défense au sein de l'institution et auprès des familles.
- Contribuer avec le concours financier de ses membres à l'organisation de groupes de parole.